

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
COMMUNALE ET DE L'ENVIRONNEMENT

4ème Bureau

n° 119-1972 A

SCS INDUSTRIE ET MINES MARSEILLE
31 OCT 1978
REG N°

Arrêté autorisant la Société "HUILES GOUDRONS
& DERIVES" à procéder à certains aménagements dans son usine
de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-du-RHONE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux instal-
lations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

VU l'arrêté préfectoral n° 119-1972 du 16 mai 1974, autorisant
la Société "HUILES GOUDRONS ET DERIVES" à installer à PORT SAINT LOUIS
DU RHONE, parcelles n° 7 et 28, Berge Sud du Canal Maritime, une
unité de distillation de goudron de houille d'une capacité annuelle
de 100.000 tonnes,

VU la demande présentée par la Société "HUILES GOUDRONS &
DERIVES" en vue d'être autorisée à procéder à un certain nombre
d'aménagements d'unités existantes ou de compléments d'installation
dans son usine de PORT-SAINT-LOUIS-DU-RHONE,

VU le rapport de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du
Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines, A n° 4807/737
du 28 décembre 1977,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du
15 mars 1978,

SUR proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

A r r ê t e :

ARTICLE 1er. - La Société " HUILES GOUDRONS & DERIVES" est
autorisée à exploiter une nouvelle unité de conditionnement de brai
liquide et un magasin de stockage de brai solide en berlingots ainsi
qu'à aménager une installation de lavage de gaz incondensable et
une installation de granulation de brai en trémies.

ARTICLE 2. - L'arrêté préfectoral du 16 mai 1974 est
complété par les dispositions ci-après :

1°) Les équipements mis en place seront conformes aux dispo-
sitions des plans et notices techniques contenus dans le dossier
présenté le 21 décembre 1977.

2°) Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16 mai 1974 et les prescriptions ci-après sont applicables aux nouveaux équipements

a) Les stockages de brais liquides (640 m³ environ) seront implantés conformément aux dispositions générales de l'arrêté-type n° 202 bis ci-joint. Les cuvettes de rétention ne comporteront pas de dispositifs d'évacuation des eaux pluviales.

b) L'unité de chauffage par fluide thermique de 5000 litres environ sera conforme aux prescriptions de l'arrêté-type n° 120 sauf 3°) ci-annexé. Comme pour toutes les installations polluantes de l'usine, les égouttures éventuelles provenant de cette unité seront recueillies sur des aires étanches formant cuvette de rétention. Elles seront deshuilées avant d'être envoyées au réseau d'eaux polluées de l'usine. La cheminée d'évacuation des gaz provenant de la chaufferie aura 16 m de hauteur et un diamètre de 0,3 au maximum.

c) Le stockage de combustible liquide de 30 m³ environ alimentant la chaufferie en fuel lourd ou domestique sera conforme aux prescriptions de l'arrêté-type n° 255 ci-joint. Les égouttures et fuites éventuelles seront recueillies comme ci-dessus.

d) Les conditions d'exploitation de la granulation des berlingots de brai et du bâtiment de stockage de ce produit ne devront pas entraîner d'émissions de poussières. Les bandes transporteuses principales seront capotées; le produit sera mis en stock par des descenceurs télescopiques et il sera repris avec soin par des machines adaptées. Une partie du bâtiment de stockage recevra les fines et déchets de brai recyclables, en attente de traitement ou de vente.

e) Les égouttures produites à la granulation du brai en trémies seront entièrement récupérées et recyclées. Pour ce faire, la dalle de fabrication et les caniveaux actuels seront reconditionnés.

f) Les gaz incondensables, qui sont actuellement brûlés dans l'unité de fabrication, seront débarrassés de leurs impuretés. Un appareil de mesure permettra de consigner les périodes exceptionnelles de mises à l'air libre de ces gaz, en cas d'incident.

3 °) Les installations de l'usine seront toujours maintenues en bon état d'entretien et de propreté. L'exploitant attachera un soin particulier à l'élimination immédiate des souillures produites par des incidents tant sur les appareillages que sur le sol, les cuvettes de rétention ou dans les réseaux d'eaux.

4°) Les déchets et résidus de toute sorte produits par l'établissement devront être détruits ou éliminés sans qu'il en résulte de pollution ou de nuisance particulière.

Cette destruction ou élimination pourra être faite par l'exploitant lui-même dans des installations (incinération, décharge contrôlée, recyclage...) spécialement autorisées à cet effet dans le cadre de la législation sur les établissements classés. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Elle pourra également être assurée par des entreprises spécialisées sous réserve que ces dernières procèdent à l'élimination de chaque catégorie de déchets dans des installations appropriées et régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 6.- La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 Juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

ARTICLE 7.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8.- Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'ARLES, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Maire de Port-Saint-Louis-du-Rhône, l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines, le Directeur Départemental du Travail et de la Main-d'Oeuvre, l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

MARSEILLE, le 2 Octobre 1978

DESTINATAIRES :

-Monsieur le Maire de
Port St.Louis-du-Rhône
aux fins utiles

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général Adjoint
Yves VAN HAECKE

-Monsieur le Sous-Préfet d'ARLES
-Monsieur le Sous-Préfet, Directeur
Départemental de la Sécurité Civile
-Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines
Chef du Service Interdépartemental de
l'Industrie et des Mines
-Monsieur l'Inspecteur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours
Pour information

Pour copie conforme:
Le Chef de Bureau



E. CASTA

